

**INFOS EN LIGNE... SUR LA LIGNE
N°48**



***LGV NON
AHT EZ***

oooooooooooooooooooooooooooooooo

➤ **Le 4 mars soyez nombreux à notre assemblée générale**

Nous tiendrons notre assemblée générale annuelle le **vendredi 4 mars à 19 heures à la salle Posta d'Urrugne.**



A l'ordre du jour :

- Questions d'actualité :
Après l'avis défavorable de l'enquête d'utilité publique, où en sommes-nous ?
Perspectives d'avenir : les recours en Conseil d'Etat, reprise de la mobilisation.
Le fiasco de la LGV Tours-Bordeaux (diaporama).
- Bilan moral et financier.
- Appel à candidature et renouvellement du conseil d'administration.
- Le 6ème Forum international des Grands Projets Inutiles Imposés à Bayonne 8-9-10 juillet 2016.
- Le projet d'exploration et d'exploitation d'or au Pays basque (diaporama)

Si vous êtes candidat au conseil d'administration prière de vous faire connaître auprès du président P. Recarte 180 chemin d'Axarrittipi 64122 Urrugne.

Pour ceux qui n'ont pas encore réglé leur cotisation, vous pourrez le faire sur place.

ENEZ NOMBREUX VOUS INFORMER

NE VOUS MÉPRENEZ PAS, MALGRÉ L'AVIS DÉFAVORABLE DE L'ENQUÊTE PUBLIQUE, LE PROJET N'EST PAS ABANDONNÉ.

➤ Où en sommes-nous de la D.U.P. (déclaration d'utilité publique) ?

Sur le projet des LGV Bordeaux-Toulouse et Bordeaux-Dax, 3 enquêtes publiques distinctes ont été diligentées : une sur les aménagements au sud de Bordeaux, une seconde sur les aménagements au nord de Toulouse et enfin une troisième sur les LGV Bordeaux-Toulouse et Bordeaux –Dax proprement dites.

Seuls les aménagements au sud de Bordeaux avaient obtenu un avis favorable des enquêteurs, les deux autres ont essayé un avis défavorable.



Le gouvernement est passé outre et a décidé de poursuivre le projet. Il a jusqu'au 4 juin 2016 pour signer les 3 DUP.

Le préfet de la Région Aquitaine a signé la DUP pour les aménagements au sud de Bordeaux le 25 novembre 2015, celui de Midi-Pyrénées vient de signer le 5 janvier dernier la DUP pour les aménagements au nord de Toulouse.

Reste la suite...que fera le gouvernement ? Il faut attendre sa signature éventuelle pour pouvoir déposer des recours.

➤ **A ne pas manquer : Gilles Savary, député PS anti-LGV en cheminot !**

Le député PS de Gironde Gilles Savary est un expert en matière de ferroviaire. Durant une journée, il a accepté de quitter ses dossiers pour se mettre dans la peau d'un agent SNCF.



Vente, contrôle des billets, maintenance des trains, aiguilleur... Gilles Savary va effectuer une multitude de métier. **Sans langue de bois, il va aussi en profiter pour défendre la SNCF face aux envies des élus locaux ! Car à force de réclamer des nouvelles gares TGV et des LGV, parfois hors de toute logique économique, ils endettent l'entreprise publique et l'empêchent de s'adapter au XXIème siècle.**

► [Voyez la vidéo de l'émission de LCP](#)

➤ Réunion interrégionale à Bordeaux le 16 janvier

De très nombreuses associations et collectifs étaient venus pour arrêter une stratégie commune de lutte contre le projet GPSO surtout après l'éventuelle signature par le gouvernement de la DUP malgré l'avis défavorable de la commission d'enquête publique.



Ce passage en force prévisible connaîtra des prolongements juridiques avec le dépôt de plusieurs recours en Conseil d'Etat et une large mobilisation des populations. Le gouvernement se livre à un déni de démocratie, il trouvera sur sa route des populations indignées.

Voici le communiqué rédigé à l'issue de cette journée de travail :

Communiqué de presse

Riposte interrégionale des associations face à l'obstination du gouvernement à poursuivre le projet GPSO et les autres projets de LGV

Prenant en compte la mise en place des nouvelles régions, les coordinations associatives en lutte contre les projets GPSO (LGV Bordeaux-Toulouse et Bordeaux-Espagne), LGV Poitiers-Limoges et POCL (LGV Paris-Orléans-Clermont-Ferrand-Lyon) se sont réunies à

Bordeaux samedi 16 janvier 2016. Ces projets contraires à l'intérêt général sont imposés par les pouvoirs politiques et économiques au mépris de l'expression démocratique et au détriment de l'optimisation et de la modernisation du réseau ferroviaire existant.

Suite à cette rencontre, les associations sont plus que jamais déterminées à poursuivre leurs actions contre ces GPII (Grands projets Inutiles Imposés): informations, mobilisations et recours juridiques et à agir pour le maintien et le développement d'une desserte équilibrée des territoires au service de tous.

Signataires: Sepanso, Coordination LGV Gironde, ACCRIL, Amis de la Terre 40, CADE (64), Coordination 47, Alternative LGV Midi-Pyrénées, Actival, Non au POCL, Collectif Anti-LGV PL et Pro POLLT

➤ **Le gouvernement annonce la signature prochaine de la DUP par la voix de Matthias Fekl, secrétaire d'Etat au tourisme et au commerce extérieur**

Lors des traditionnels vœux du président du conseil départemental du Lot et Garonne, le secrétaire d'État Matthias Fekl (et conseiller régional) a ponctué son intervention par une certitude : « *La ligne à grande vitesse se fera. Les décisions sont prises et le grand Sud-Ouest ne peut pas rester à la traîne du pays.* »



Deux phrases dont le but était d'évacuer les doutes pouvant germer sur l'aboutissement du tronçon Bordeaux-Toulouse (avec Bordeaux-Dax) dont le financement reste à trouver entre collectivités territoriales et État.

➤ **La LGV divise les élus socialistes**

Les hostilités ont été ouvertes en Gironde par le député socialiste Gilles Savary. Cet **ancien partisan des lignes LGV passé dans le camp des opposants** s'en prend à ses « amis » landais.

« *Dans cette affaire, ce sont les Landes qui pilotent le gouvernement. Quand Vidalies a annoncé que le gouvernement comptait poursuivre la procédure, c'est pour faire plaisir à Emmanuelli. C'est une question de nombril politique. Les Landes veulent un TGV qui aille jusqu'à Dax et peu importe que cela ravage les finances publiques ! Je suis scandalisé par la vision clientéliste de certains grands élus dans ce dossier* », lance -t-il.



Renaud Lagrave, nouveau vice-président de la Région en charge des transports, présenté par Savary comme « à la solde d'Emmanuel », n'a pas aimé.

Il rétorque en citant Alain Rousset ou Martin Malvy :

« J'ai l'habitude de ce type de violence dans la bouche d'adversaire politique, mais là, de quelqu'un du même bord que moi, je n'en reviens pas ! M. Savary ne grandit pas la démocratie et a visiblement oublié que les Landais ne sont pas les seuls à soutenir ce projet »,
« Quand je vois comment M. Savary défendait la LGV il y a quelques années et comment il a changé d'avis lorsqu'il a changé de circonscription, je ne peux que me demander qui est opportuniste ou clientéliste sur ce dossier. Ne lui en déplaise, je continuerai à défendre la LGV pour les mêmes raisons qu'il avançait en 2010 : le développement économique, touristique et la desserte du territoire par des TER à grande vitesse. »

Atmosphère, atmosphère...

➤ **LGV : l'Elysée répond aux vigneronns du Sauternais**

En réponse à un courrier de Xavier Planty, Président de l'Organisme de Défense et de Gestion des AOC du Sauternes, adressé au Président de la République au mois d'avril, le cabinet de l'Elysée a réaffirmé son soutien envers le projet de ligne à grande vitesse Bordeaux-Toulouse et Bordeaux-Dax.



M. Planty s'indigne du manque d'intérêt porté aux problématiques inhérentes que causerait le tracé de la ligne à grande vitesse à travers les vignobles : « **C'est du mépris. On nous répond neuf mois après, après l'annonce de M. Vidalies après l'altercation entre M. Savary et M. Emmanueli. On se fout de nous.** ». [Lire Le Républicain](#)

Et de menacer avec humour : « « Nous allons offrir des verres de Sauternes aux Zadistes. »
On trinque déjà à l'avance...

➤ **LGV : Rousset ne lâche rien, il est allé à Bruxelles**

Alain Rousset a rencontré, le 27 janvier, à Bruxelles, la commissaire européenne chargée des transports au sein de la commission Juncker, Violeta Bulc. Il était accompagné de son vice-président chargé des transports, Renaud Lagrave, et d'Inigo Urkullu représentant le gouvernement basque.



Il s'agissait d'aborder la question du financement des projets LGV prolongeant la ligne Sud Europe Atlantique et singulièrement du tronçon vers l'Espagne, dans sa partie transfrontalière.

Si le président de la grande région a fait une concession à ses partenaires écologistes sur la question du financement, **il ne cède rien sur le projet lui-même.**

Ce faisant, il montre aussi, où sont ses vraies priorités, au risque d'inquiéter ses amis limousins, qui aimeraient sans doute le voir s'activer sur le financement de la LGV Poitiers-Limoges le seul projet du grand sud-ouest à avoir obtenu sa déclaration d'utilité publique.

➤ **TGV Toulouse-Barcelone : la ligne directe arrêtée jusqu'en avril**

D'après une information de [La Dépêche du Midi](#), confirmée par la SNCF, le TGV direct Toulouse-Barcelone, mis en expérimentation depuis février 2013, a cessé son aller-retour journalier. Il le reprendra en avril et seulement jusqu'en septembre.

« Les voyageurs n'ont pas exprimé un besoin d'une offre directe tout au long de l'année, explique-t-on du côté de la SNCF. Les Toulousains sont plus enclins à se rendre à Barcelone au printemps et en été. Idem pour les Barcelonais qui aiment beaucoup Toulouse et Carcassonne. »

Il faut dire que le TGV direct n'est pas le seul train reliant Toulouse à Barcelone. Entre son départ à 8h11 et son retour à 18h35, quatre autres trains (TER, Intercité et TGV) permettent de relier les deux villes en passant par Narbonne à différentes périodes de la journée. Une correspondance qui ne rajoute qu'une demi-heure ou une heure au trajet direct de 3h12.



Deux conclusions à en tirer : la fréquentation d'une ligne franco-espagnole n'est pas aussi importante que celle annoncée par RFF et le facteur « gain de temps » n'est pas déterminant dans les choix des usagers.

Combien à l'avenir de TGV directs Bordeaux-Bilbao Monsieur Rousset ?

- **Le 31 mars prochain : table ronde à Toulouse pour rechercher un mode de financement des LGV**

A l'initiative d'Eurosud Transports, une table-ronde sera consacrée au financement des LGV du Grand Sud-Ouest Européen. Autour de la table, les élus des différentes collectivités intéressées, les grands leaders du BTP (Bouygues, Eiffage, Vinci), ainsi que des responsables de la Banque Européenne d'Investissement (BEI) et de la Caisse des dépôts. Eurosud Transport a également invité le ministre des Transports, Alain Vidalies.



Faut-il reproduire, comme pour la LGV Tours-Bordeaux, le modèle économique de la concession avec un plan de financement qui, outre les fonds propres apportés Vinci, associe l'État, les collectivités locales, l'Europe, avec également une contribution de SNCF Réseau ? Le système est-il reproductible sur le GPSO. **Alain Rousset a déjà dit qu'il n'en voulait plus.**

Faut-il lui préférer un partenariat public privé (PPP) comme pour la LGV Bretagne-Pays de Loire ? **Alain Rousset ne cesse de fustiger les PPP qui sont selon ses propres termes « des bombes à retardement »** Troisième hypothèse : un financement tripartite, entièrement public comme pour la LGV Est avec la participation des collectivités, de l'État et de SNCF-Réseau ?

Alain Rousset s'est engagé auprès des Verts de sa majorité à ce que la nouvelle région ne finance pas les LGV.

Va-t-il se dédire ou se contredire...il en serait bien capable